

CRISE ECONOMIQUE ET CONTRE-POUVOIRS AU MALI

Pascal Baba F. Couloubaly*

Introduction

"Le Mali figure parmi les six pays les plus pauvres de la rubrique "pays à faible revenu" du Rapport sur le développement dans le Monde (1980) de la Banque Mondiale. Est-ce la raison pour laquelle il suscite si peu d'intérêt de la part des spécialistes du Tiers Monde, si l'on met à part une poignée d'africanistes? Vaste territoire sahélien, peu peuplé, sans accès à la mer, caractérisé par une insécurité économique due aux aléas climatiques et à la désertification, autant de handicaps encore aggravés par une structure productive précaire, essentiellement rurale et assujettie commercialement et financièrement à l'extérieur, le Mali ne constitue ni un enjeu décisif dans la stratégie des groupes multinationaux (bien que les réserves minières soient virtuellement importantes), ni un débouché pour les commerçants, ni une zone d'investissements rentables pour les banquiers, ni même un terrain d'investigation pour les experts. Restent quelques anthropologues, ethnologues, agronomes, ...et les Maliens eux-mêmes"¹.

Cette très longue citation dont l'intérêt excuse la reproduction intégrale est de P. Jacquemot qui introduit par ces mots un ouvrage collectif paru en 1981 à l'Harmattan: Le Mali, le paysan et l'Etat. Le mérite de cette série d'études menées par des Maliens eux-mêmes, tour à tour sur l'agriculture malienne, la dimension politique du développement rural, les sociétés et entreprises d'état et sur la situation sanitaire au Mali; le mérite de cet ouvrage disions-nous, est d'allier la rigueur au témoignage. Témoignage d'une situation vécue au jour le jour depuis près de vingt six ans, et dont le drame à tous les niveaux se mesure au sentiment d'un désespoir toujours croissant.

En effet, à la lumière de tous les documents disponibles sur le

Mali, quelques statistiques économiques incomplètes et quelques prises de position idéologiques mises à part, on convient que depuis l'indépendance octroyée en 1960, ce pays, pour de multiples raisons, était parti pour vivre sa croissance dans un climat de crise quasi permanent. Pour le comprendre, il est indispensable de se défier d'une analyse économique qui ne prendrait en compte que les seuls résultats perceptibles d'un effort ou d'un échec de développement; alors que l'un et l'autre ont partie liée avec le consensus indispensable entre les pouvoirs d'état et les masses qui sont les agents incontournables de ce développement.

Aussi est-il nécessaire de se demander si dans le cas du Mali, comme dans celui de nombre d'états africains, la possibilité d'une affection si tragique du système économique national par la crise mondiale ne provient pas, dans une grande mesure, de ce que dès le départ, les modèles d'organisation et d'administration des sociétés ont fait la part trop belle aux décideurs, arrachant ainsi à la grande majorité son droit de regard et d'initiative dans son destin propre. La vulnérabilité à la crise, sa persistance et le désespoir d'en jamais sortir ont dépendu et continueront longtemps de dépendre de la fragilisation des groupes sociaux, fragilisation rendue possible par des politiques étatiques trop généreuses, pour ne pas dire démagogiques qui, dès le départ ont promis de gérer tout uniment le destin des peuples, en comptant pour beaucoup sur l'unique aide étrangère, autant matérielle, idéologique que politique.

Au Mali, une telle politique d'émoussement systématique des initiatives individuelles a commencé avec une expérience socialiste qui, pour réaliser le bien-être social du peuple, commençait par niveler les insatisfactions et les demandes des groupes sociaux, réduits à appliquer de mauvaise grâce un collectivisme étatique étranger au moindre souvenir de leur histoire proche ou lointaine. Lorsque à partir de 1968, le régime militaire promit de libérer les énergies, il se garda de se déssaisir des secteurs clés de l'économie, persuadé lui aussi de l'incapacité des groupes professionnels de formuler leurs demandes propres et encore moins de se gérer.

Brusquement, sans aucune transition, au Mali comme ailleurs, le maître-mot est aujourd'hui la libéralisation et la privatisation. L'Etat affirme soudain ne pouvoir tout faire et prie instamment les différentes communautés nationales de se prendre en charge. Or, contrairement à ce que l'on veut bien nous faire croire, ce n'est pas tant la persistance de la crise mondiale que la résistance passive des populations qui a forcé à cette confession tardive de la vanité de l'Etat.

La moindre attention, non plus économique, mais sociologique aux raisons profondes des échecs des politiques de développement découvrirait que le tout de la croissance ne repose pas uniquement sur le parfait fonctionnement de la technocratie de l'Etat. Y. G. Kébé qui s'est longuement penché sur le monde paysan au Mali est formel: "Les expériences de développement tentées depuis deux décennies, analysées objectivement et sans passion, révèlent l'indéniable constat qu'aucun développement digne de ce nom ne peut se faire au Mali sans l'adhésion totale et sans réserve des paysans"². Mais c'est dire aussi que pendant deux décennies de développement, l'Etat s'est tout simplement illusionné sur l'impact de son pouvoir réel. En réalité, celui-ci a toujours buté sur des contre-pouvoirs d'autant plus puissants qu'ils ont toujours été passifs et sournois.

Aussi peut-on affirmer sans se tromper que depuis assez longtemps (depuis les premières désillusions des années d'indépendance), les groupes sociaux au Mali ont été acquis à l'idée de cesser de croire à l'Etat et de se prendre en charge. La crise du pétrole et la sécheresse, qui, en 1973 sont venues aggraver l'état d'une économie déjà fortement dégradée n'ont fait qu'activer la maturation et une sorte d'officialisation de ces contre-pouvoirs déjà à l'oeuvre dans les campagnes comme dans les villes.

Ce sont ces contre-pouvoirs disparates et souterrains que notre article se propose d'étudier.

I. Le Mali, un Pays désespérément agricole

Avant d'aborder le caractère profondément rural du Mali, caractère sans lequel il est impossible de comprendre quoi que ce soit à la situation socio-économique toute particulière de ce pays, il est utile de rappeler auparavant quelques données générales qui font que tout espoir de développement sur les modèles qui ont présentement cours, est ici plus qu'une gageure.

Vaste territoire de 1.204.000km² dont 90% de la superficie est désertique, le Mali a d'abord un handicap démographique de taille: c'est que sur ses 6,3 millions d'habitants, au moins 49% ont moins de 15 ans; la population active (théoriquement de 15 à 55 ans) ne chiffrant que 46% du total³. Ici, la disproportion entre les possibilités financières de l'Etat et son obligation morale de faire face à une croissance démographique forte constitue un exemple limite. En effet, en 1979, pour un budget faible de 70.103.747.000FM⁴, dont seuls

6,4% étaient destinés à l'équipement, il y avait un accroissement démographique de 2,7% pour la population rurale et 5,7% pour la population urbaine.

L'urbanisation des villes, indisponibles pour l'emploi s'est accrue à la vitesse vertigineuse de 388% en 19 ans, au détriment des campagnes, pourtant bases de l'économie nationale. Les statistiques déjà très discutables de 1979 selon lesquelles il n'aurait existé à l'époque que 80 à 90.000 personnes en chômage au Mali sont aujourd'hui d'autant plus erronées qu'en la même période, 66,3% du budget étaient consacrés à l'Education nationale et à la Défense. Effort qui aurait été tout à fait louable (en ce qui concerne l'Education tout au moins) si la mauvaise politique éducative n'avait contribué en même temps à former autant de chômeurs potentiels auxquels la fonction publique fermait brutalement ses portes avec les mesures drastiques de recrutement de Septembre 1983.

A la fin de 1978, la dette extérieure du Mali s'élevait à 185,6 Milliards de FM. Pour lutter contre cette politique d'éternelle fuite en avant qui, depuis l'indépendance assigne à l'Etat de devoir supporter beaucoup plus qu'elle ne peut espérer offrir, le planificateur avait de bonne heure compris la nécessité de compter sur l'agriculture et l'élevage, seules ressources disponibles dont la rentabilisation ne se serait pas heurtée aux perpétuels problèmes des technologies et des mentalités.

Il faut bien comprendre en effet que la spécificité du cas malien tient au fait qu'il est le seul en Afrique Occidentale à ne pouvoir compter sur pratiquement rien d'autre que l'agriculture. Quel que soit le sentiment de désespoir que connaissent les pays voisins du Mali, ceux-ci disposent au moins de ressources minières ou halieutiques pour équilibrer un développement qui, comme au Mali, ne serait pas uniquement ou exclusivement basé sur l'une des ressources les plus incertaines et les plus aléatoires du Continent.

Quant à l'industrie, elle n'a jamais été qu'un problème de plus, tant à cause des options idéologiques et politiques qui l'ont fondée et maintenue contre vents et marées, qu'à cause finalement de ses chances d'expansion dans le contexte qui est le sien. "Concentrée sur l'axe Bamako-Ségou, dit P. Jacquemot, l'industrie malienne reste embryonnaire. Elle transforme essentiellement les produits du cru: coton, oléagineux, sucre, fruits, tabac,... S'y ajoutent de petites unités d'assemblage de cycle ou de matériel agricole, neuf entreprises de bâtiments et quatre unités de produits chimiques. Le secteur comprend des sociétés d'Etat, des sociétés mixtes ou encore des entreprises privées

d'une taille modeste, inférieure à 1.000 employés. L'équilibre financier des entreprises publiques n'a jamais été atteint depuis l'indépendance: 14 milliards de FM de perte en 1979, soit 12% du chiffre d'affaires"⁵.

Le Mali est par conséquent un pays désespérément agricole. En effet, l'enquête de 1968-69 révélait que la population rurale était estimée à 90% de la population; la population agricole se chiffrait à 84%. Aujourd'hui, la paysannerie malienne compte environ 6M de personnes sur, rappelons-le, un total de 6,3M personnes (enquête de 1976-77). Plutôt que d'invoquer donc une analyse économique classique des causes et des repercussions de la crise socio-économique au Mali, analyse dont la tendance habituelle est d'occulter le vécu des problèmes derrière des forêts de chiffres puisés à des sources ésotériques, tout tend ici à démontrer que les racines du mal-développement et les réactions sociales qu'il suscite puisent dans une perception singulière du plus grand nombre par les pouvoirs d'état. Cette perception de plus de 90% de la population a, depuis la période coloniale, dicté les moyens de son exploitation - ne craignons pas le mot - et occasionné naturellement cette forme de lutte silencieuse que la paysannerie sait si bien mener: le repli sur elle-même.

Pour donner des références objectives, examinons rapidement les politiques étatiques appliquées aux cultures céréalières et aux cultures de rente.

1./ Les Céréales: politique de production et de commercialisation

Environ 88% des terres cultivées au Mali (1,7 millions ha sur 9,4 millions en jachère) sont consacrées aux productions vivrières dont les principales sont le mil-sorgho et le riz. Ce n'est pas un hasard si déjà en 1929, l'Office du Niger pensait réserver une bonne partie des 960.000 ha de superficies irrigables aux cultures vivrières (et notamment au riz)⁶. Certes, si à l'époque cette denrée était capitale dans la stratégie d'approvisionnement de la Métropole, il est indéniable qu'elle l'était également pour l'alimentation des populations locales, même si par ailleurs, elles étaient financièrement perdantes dans les termes de l'échange entre métropole et colonies.

Depuis les formations politiques pré-coloniales, il existe au Mali un adage bien connu qui affirme que "la saison sèche est faite pour la guerre et la saison des pluies pour la culture des champs". C'est dire que pour l'homme malien, il existait deux voies pour s'ennoblir: la guerre ou l'agriculture. C'est sans doute pour cette raison que les populations rurales sont toujours parvenues à l'auto-suffisance

alimentaire lorsqu'elles n'étaient pas prises de cours par des calamités inattendues telles que la sécheresse, les criquets ou les agressions extérieures⁷.

Cette expérience multi-séculaire, mais surtout cette disposition d'esprit par rapport à l'agriculture céréalière étaient un acquis dont héritaient les dirigeants au lendemain de l'indépendance. Celle-ci acquise, au moins deux dispositions majeures, prises sans aucune consultation à la base, vont rapidement dégrader la situation des cultures céréalières jusqu'à réduire les producteurs à l'état de mendicité présente.

La première mesure réside dans la bureaucratisation soudaine et massive du secteur agricole, bureaucratisation consécutive aux options du gouvernement socialiste qui crée par la force les champs collectifs. Parallèlement à ceux-ci naît un circuit de commercialisation au niveau étatique (l'OPAM) qui se substitue à la bourgeoisie commerçante en fixant autoritairement les prix d'achat et les quotas à commercialiser sur toute l'étendue du territoire.

La seconde mesure résulte de l'option du régime militaire au pouvoir dès 1968, option qui finit par donner le coup de grâce aux cultures céréalières. En effet, depuis le programme triennal de redressement économique et financier (1970-1973) "... si le développement des productions agricoles était considéré comme décisif, il faut remarquer que cette croissance s'adressait surtout à l'agriculture spéculative et non à l'agriculture vivrière. En effet, on préconisait une baisse des productions vivrières (base 67-68) de 42 à 29% au détriment des cultures d'exportation dont le taux de croissance était fixé à 9,1%"⁸. Comme un leitmotiv, le même auteur poursuit p. 42: "Il est important de souligner que les cultures industrielles d'exportation ont enregistré une croissance continue de leur rendement même pendant les périodes de grande sécheresse (1972-1974), alors que les cultures vivrières ont connu une régression sensible, à l'exception du riz, céréale de consommation urbaine faisant l'objet depuis 10 ans d'une intense promotion".

Les tableaux ci-après en donnent une idée.

Tableau I: Production comparée des céréales principales et du coton au Mali (en tonnes)

Années	Mil-Sorgho	Riz-Paddy	Coton
1972	705.000	195.000	67.939
1973	624.000	100.000	66.183
1974	660.000	90.000	50.870
1975	850.000	250.000	61.182
1976	865.000	300.000	103.391
1977	1.050.000	350.000	118.875
1978	820.000	220.000	113.761
1979	920.000	270.000	127.646

Source: "Marchés tropicaux et Méditerranéens".
N° spécial 1780 du 21 Décembre 1979.

Tableau 2: Rendement à l'hectare (en kg)

Années	1964-65	1967-68	1969-70	1972-73	1975-76
Mil-Sorgho	820	800	810	690	720
Riz	1.000	870	1.220	760	1.300
Arachide	620	650	1.090	-	850
Coton	370	480	600	830	1.180

Source: Y. G. Kébé: idem, p. 42.

Cette politique systématique de dévalorisation des cultures vivrières ne laisse cependant le paysan ni libre de traiter avec qui lui plairait (nous avons parlé de l'Office national de commercialisation qui, il n'y a pas longtemps encore contraignait à vendre des quotas déterminés), ni de disposer de la totalité du peu qui lui resterait. En effet, les autorités bureaucratiques ont mis au point un calcul savant de la productivité paysanne, de son taux de rémunération afin de fixer un barème fiscal qui, en définitive par touches successives lui enlève tout. Encore faut-il signaler que ce calcul dont Y. G. Kébé révèle toute la subtilité est bien plus favorable à la culture de rente qu'à la culture céréalière.

Bien entendu, au fil des campagnes, le refus de plus en plus systématique de vendre à l'Etat a obligé celui-ci à lâcher du lest et à s'effacer pour "libéraliser" le marché. Ainsi, les paysans peuvent-ils traiter avec les ODR (Opérations de Développement Rural, pièces maîtresses de la stratégie de développement rural du régime militaire). Mais, comme le dit B. Yattabari "cela ne signifie pas que le paysan est

pour autant libre de vendre sa récolte au plus offrant (...). Loin s'en faut. Comme à l'opération Riz Mopti, contrôlé par la Banque Mondiale, ce n'est qu'après avoir payé en nature à l'opération ou à l'Office toutes ses redevances, ses frais de battage et enfin toutes ses dettes sur les années précédentes que le paysan pourra commercialiser librement ce qui lui reste. Si toutefois bien entendu, il reste quelque chose! En 1980-81, 35% des familles de paysans colons de l'Office du Niger avaient un revenu nul⁹.

S'il est vrai que les ODR ont été un moindre mal par rapport à cette bureaucratie tentaculaire de l'Etat, elles ont cependant introduit le problème de la rentabilité et de la compétitivité qui à leur tour ont posé aux paysans l'urgence et la nécessité de l'équipement et de l'investissement. Or, "Pendant la décennie 1967-77, les prix des équipements agricoles ont connu un accroissement annuel moyen de 30,96% alors que les produits agricoles pour la même période ont évolué de 0,2% seulement"¹⁰.

La conséquence de tant de facteurs négatifs sur le niveau de vie du paysan malien est proprement ahurissante car, "en 1978, pour maintenir le volume de sa consommation en sucre, le paysan doit produire:

- 92,3% plus de mil-sorgho en 1978 qu'en 1962-63;
- 88,5% plus de paddy en 1978 qu'en 1962-63;
- 93,2% plus de coton en 1978 qu'en 1962-63;
- 89,6% plus d'arachides en 1978 qu'en 1962-63;

alors que dans le même temps, l'évolution de ces produits agricoles n'a été que de:

- 12,5% pour le mil-sorgho;
- 18,5% pour le paddy;
- 10,93% pour le coton;
- 16,8% pour les arachides¹¹.

La situation des cultures de rente est-elle meilleure?

2./ La situation des cultures de rente

Elle est inversement proportionnelle à celle des céréales. Le coton qui, aujourd'hui plus que jamais demeure le seul espoir du Mali, vient

en tête. En effet, représentant 60,3 et 57,7% des exportations totales en 1977 et 1978, cette culture de rente générait des apports en devises de 36,9 et 24,5 milliards de FM. D'ailleurs, la politique promotionnelle dont la culture commerciale du coton a bénéficié au détriment de la culture vivrière a fini par rendre sourd le paysan au slogan dramatique de l'auto-suffisance alimentaire. La raison en est simple: en 1979, le coton est la seule ressource qui lui rapportait 11,5 milliards d'argent frais.

Or évidemment, une telle recette ne fait pas illusion. Pour éviter de nous redire sur les procédés d'encadrement et de commercialisation des cultures de rente (qui, dans leurs principes, sont semblables à ceux de tous les ODR), examinons plutôt ce sur quoi l'option maximum de l'Etat pour ces cultures a abouti en 1985-86; en ce qui concerne notamment le coton.

Pour cette période, les cours du coton ont chuté dans des proportions telles que le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances et du Commerce ont été contraints à des déclarations alarmistes dans les médias d'état. La note était plutôt salée puisque le Ministre des Finances et du Commerce avouait que cette chute coûtait au Mali une perte de l'ordre de 20 milliards de francs CFA. Et le journal SANFIN de révéler qu'en effet, alors qu'en Juillet 1985, la livre de fibre de coton était cotée à 65,87 cents à la bourse de New York, elle s'effondrait à 37,60 cents en Octobre. Ajoutant: "Alors que la livre était coté à 63,76 cents en 1982, le paysan africain touchait moins de la moitié de 4F français, soit moins de 100F CFA au kilo. En 1985, les cours s'étant effondrés quasiment de moitié, faites le calcul vous-mêmes!"¹².

La crainte de l'auteur de l'article se justifie amplement lorsqu'il révèle que "le budget 86 se caractérise par la prédominance des recettes fiscales qui atteignent le "record absolu" de 75% des recettes budgétaires"¹³. Autrement dit, pour bien moins d'argent qu'il touche sur son coton, le paysan payera plus d'impôts.

Tous ces renseignements suffisent à démontrer un certain nombre d'hypothèses:

- Le concept de crise mondiale inféré de la flambée des cours du pétrole depuis 1972-73 et de la récession économique qui s'en est suivie passe graduellement, dans le cas africain, de la réalité à une mystification idéologique subtile qui justifie et excuse de grandes erreurs d'options politiques antérieures aux années 70. Cette

occultation réussit d'autant plus que pour les pays du Sahel en général, et pour le Mali en particulier, la crise du pétrole s'est conjuguée à une sécheresse persistante. Mais parce que le déficit vivrier a été provoqué bien avant la sécheresse et la crise du pétrole, les causes de la misère paysanne sont à rechercher au-delà de ce que l'on appelle la crise mondiale.

- De sorte que la reprise économique mondiale et la fin de la sécheresse n'auront pas au Mali pour conséquence le retour de la sécurité alimentaire et l'amélioration du niveau de vie. La campagne agricole 1985-86 a été l'une des meilleures depuis 1972-73. On a évalué la production globale de céréales à 1.400.000 tonnes. Malgré tout, le déficit céréalier serait de l'ordre de 275.000 tonnes compte tenu du système d'administration propre aux ODR, des pertes de battage et des semences¹⁴. Quant au sort des cultures de rente pour la même période, l'exemple concret du coton a été évoqué plus haut.

- Enfin, la crise de la société globale malienne est la crise des structures de l'agriculture. Seule source de devises, les recettes fiscales que l'Etat en tire, conditionnent le développement global de la société tout entière, qu'elle se trouve dans les campagnes ou dans les villes.

Il est cependant impensable qu'un corps social quel qu'il soit, accepte une oppression aussi persistante et aussi profonde sans, à la longue, fourbir les armes de son émancipation. C'est ce que nous allons à présent examiner au niveau du monde rural.

II. Une Société Rurale en mutation

Avant d'aborder le problème des contre-pouvoirs dans la société rurale malienne, il est important de dire ce qu'un tel concept peut impliquer dans ce contexte précis.

Les sciences sociales, et notamment la sociologie marxiste, ont toujours éprouvé quelques difficultés, voire parfois de la gêne à aborder le monde paysan. En effet, lorsque le système d'exploitation de celui-ci n'est pas aussi manifeste que celui des latifundia sud-américains ou que celui des systèmes féodaux de l'Asie pré-marxiste, la recherche se trouve bloquée du fait même de la définition de la société paysanne. En Afrique, le mythe d'une société rurale idyllique, sans contradiction et profondément fataliste a longtemps empêché les scientifiques africains eux-mêmes de s'intéresser à cette question, certains lui préférant l'analyse d'un monde ouvrier introuvable mais déjà théoriquement bien appréhendé par le marxisme classique.

Dans certains pays comme au Sénégal et au Nigéria par exemple, "les relations de domination et d'exploitation"¹⁵ en cours dans le monde paysan ont cependant été vite identifiées sous l'éclairage de l'étude des confréries religieuses où des masses importantes de paysans (à l'échelle de régions entières, voire à l'échelle nationale) étaient spirituellement et économiquement organisées par des chefs religieux politiquement influents.

Le sociologue malien est quant à lui, bien loin de trouver l'aubaine scientifique de telles structures de domination et d'exploitation inhérentes au monde paysan. Certes, Kary Dembélé, dans sa thèse de 3ème cycle citant P. Idiart révèle des systèmes de métayage assez proches du servage dans la boucle du Niger où le problème des terres cultivables se pose de façon cruciale¹⁶. Mais de façon générale, ce qui apparaît le plus, c'est la contradiction fondamentale opposant un monde paysan à un exploiteur commun: l'Etat.

Cependant, la question des classes sociales, se pose (et de plus en plus) à l'intérieur du monde paysan. Le problème essentiel demeure celui des alliances et l'incidence réelle de celles-ci sur l'organisation interne de la société rurale. Si le degré de développement de l'accumulation paysanne ne permet pas encore de déterminer de façon satisfaisante les différents services et prestations que de plus pauvres sont obligés de rendre à une petite bourgeoisie paysanne naissante, il est indéniable que des oppositions de fortunes et de conditions sont déjà décelables entre les diverses régions agricoles du Mali.

Le paysan de Mali-Sud (Koutiala-Dioila-Bougouni-Sikasso) ou celui de l'Opération riz-Mopti dont les recettes, souvent véritablement substantielles en coton et en riz, lui permettent de s'équiper, et même d'épargner; ces paysans-là donc ne ressemblent en rien aux métayers de la boucle du Niger, à certains colons de l'Office du Niger ou enfin aux cultivateurs d'arachide de la région de Kayes ne survivant bien souvent que grâce aux épargnes de leurs enfants expatriés.

Cependant, toutes choses étant par ailleurs égales, il faut bien savoir que lorsque dans la région de Kayes, le coût de l'impôt pour une famille de dix imposables correspond à 1.013kg de mil-sorgho et 875kg d'arachides, "ces quantités doivent être majorées de 76% pour la même famille qui serait à Dioila, Koutiala, Sikasso, Bougouni, Mopti..."¹⁷.

De toutes façons, cette sorte de tentative de planification de la

pauvreté n'empêche pas qu'en 1978 par exemple, "Le monde rural apportait (aux budgets régionaux) 67% des ressources et ne recevait en contrepartie que 9% des dépenses régionales budgétisées"¹⁸.

L'exploitation est donc si massive qu'elle provoque une réaction en retour de la société rurale globale. Comme le dit P. Jacquemot, la redistribution de ces bénéfices extorqués est partagée entre les fonctionnaires au nombre de 40,000, l'armée et les commerçants. Et c'est justement l'identité des bénéficiaires du travail paysan qui indique la nature et la portée des contre-pouvoirs dont il est question.

Dans l'état actuel de la politique étatique menée depuis l'indépendance, il est impossible au monde paysan de s'organiser de façon autonome pour découvrir le niveau de son exploitation, et encore moins pour formuler des doléances ou défendre ses intérêts. Lorsque nous parlons donc de contre-pouvoirs, il s'agit de réactions informelles et sporadiques par lesquelles le monde rural se protège de l'influence excessive de l'Etat. Nous verrons cependant que ces contre-pouvoirs peuvent aller au-delà de simples réactions passagères et se muer au fil du temps en de véritables systèmes sociaux dont l'évolution lente mais profonde se fait en totale contradiction avec les objectifs gouvernementaux.

1./ Les contre-pouvoirs économiques

Dictés par l'instinct de survie, ils ont été les premiers à se mettre en place depuis le régime socialisant de Modibo Kéita. Notamment, l'une des luttes les plus éprouvantes que celui-ci ait eues à mener jusqu'à sa chute a été celle qu'il a déclarés aux "trafiquants", mettant dans cette bataille désespérée tout le poids des services de douanes et de police, des médias, mais surtout celui de sa milice. Nous nous souviendrons toujours de cet épisode à peine croyable dont nous avons été le témoin en 1966 dans notre propre village. Le flux du trafic ayant fait l'échec de la SOMIEX (Société Malienne d'Import-Export), seule habilitée à importer et à commercialiser les produits essentiels sur toute l'étendue du territoire nationale, les marchandises de cette dernière restaient en souffrance, menaçant constamment de se détériorer. C'est alors que pendant l'hivernage 1966, celles-ci furent imposées aux paysans. Certains se trouvèrent dans la situation extraordinaire de devoir payer des pneus, chambres à air et autres pièces de bicycles alors qu'ils ne disposaient même pas de vélo!

Pendant la même période, les paysans firent échec aux champs collectifs auxquels le régime tenait tant pour démontrer la justesse de

son option. Dans la région qui est la nôtre, chaque jeudi de la semaine était réservé à l'entretien de ce champ. Précisément, ce jour vint à être considéré par les paysans comme jour férié. Les villageois se rendaient au champ collectif à dix heures passées pour retourner chez eux après deux ou trois heures de parodie de culture.

De façon plus constante, "la résistance paysanne se manifeste dans les périodes les plus dures par le repli sur les cultures vivrières qui assurent tant bien que mal l'auto- subsistance: le taux de prélèvement du surplus ayant atteint un niveau insupportable, la chute de la production commercialisée qui en est la sanction fait baisser le surplus à extorquer"¹⁹.

Y. G. Kébé fait remarquer que le circuit informel des céréales (c'est-à-dire les marchés parallèles avec lesquels les paysans préfèrent traiter plutôt qu'avec l'Etat) peut être estimé à 60% du marché total.

Mais l'exemple le plus intéressant (parce que apparemment paradoxal) que l'on puisse donner de la mutation de la société rurale malienne vers une autonomie de plus en plus certaine par rapport à l'état, c'est certainement celui des ton villageois. De temps immémorial, l'organisation villageoise malienne repose sur le ton. Celui-ci est un système d'organisation simple dont l'efficacité réside dans sa forme associative. Le ton, association de services et d'activités culturelles, peut regrouper les jeunes d'un groupe d'âge (flan ton) ceux d'une même génération (les différents jominin ton); inclure flan ton et jominin ton confondus (cébalen ton) si ce n'est, pour des occasions exceptionnelles, regrouper le village tout entier (Dugamaa ton). A côté de ces ton structurels peuvent en naître d'autres au gré des événements. Chaque groupe folklorique musical peut posséder son association propre. Les petits-fils de tel vieillard ou de telle vieille en difficulté peuvent former un ton pour lui venir en aide. De plus, il faut signaler que les ton ne sont pas l'apanage du groupe masculin. Ils fonctionnent en aussi grand nombre et aussi bien du côté des femmes du village.

Les tons ont pour fonction première de prêter leurs services à ceux qui en auraient besoin aussi bien dans les travaux champêtres que dans les travaux domestiques (surtout les travaux de bâtiment). Ils sont donc fonctionnels tout le long de l'année et organisent en saison sèche des activités culturelles hautes en couleur avec l'épargne qu'ils ont réalisée sur leurs gains.

Peut-être conscient du fait que l'échec de la politique agricole du régime socialisant venait de ce que cette structure villageoise avait été

ignorée, l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien), nouveau parti politique qui, depuis 1979 définit la politique du régime affirme en p.45 de son document de référence (Réflexions sur un programme du Parti): "Soucieuse de coller ses actions aux réalités de notre pays et rejetant tout éclectisme, l'UDPM fondera sa politique de coopération sur le ton villageois, qui n'est autre que le ton traditionnel vivifié et adapté aux objectifs de développement économique, social et culturel du Mali".

Ceci explique que les ODR n'ont pas seulement pour vocation d'encadrer et de commercialiser, mais se voient chargées d'organiser le monde paysan. Notamment, elles doivent alphabétiser en langues nationales et suggérer la mise en place graduelle des infrastructures et des compétences qui permettraient aux paysans d'assurer eux-mêmes leur propre encadrement technique et, plus tard, la commercialisation de leurs produits.

De toutes les ODR, la CMDT (Compagnie Malienne des Textiles) est à ce jour la plus avancée. Plus de la moitié des villages de Mali-Sud ont aujourd'hui accédé au statut enviable d'"A.V.", c'est-à-dire d'Association Villageoise. Car pour être promu à ce statut, le village doit avoir fait la preuve de son autonomie administrative vis-à-vis de la CMDT, tout au moins en ce qui concerne la campagne de commercialisation. Elle doit au préalable disposer de magasins de stockage adaptés, de ses balances de pesée, de son centre d'alphabétisation etc... Mais surtout, les frais de campagne ristournés aux paysans constituent pour les caisses des "A.V." des moyens véritables de promotion et surtout d'autonomie par rapport à l'état. Evidemment, l'Etat exige que ces caisses financent la construction des maternités et des écoles villageoises. Mais une fois ces investissements terminés, les "A.V." disposent de leurs pharmacies, de stocks de céréales achetés en vue de la soudure, de forages et de séchoirs parfois. Il arrive que deux, trois ou quatre "A.V." mettent leurs fonds en commun pour construire des ponts, bitumer des routes. Dans le cercle de Koutiala, un village est même parvenu à s'électrifier grâce à ses fonds propres!

Si bien qu'on peut juger de la nature de cette prophétie de Kary Dembéle en 1981, soit seulement deux ans après la politique des ton préconisée par l'UDPM: "... Ce qui est certain c'est que le fer de lance sur lequel repose cette politique, à savoir le ton villageois n'est pas solide. Ce sont des châteaux de cartes: les jeunes y voient une sorte d'exploitation du cadet par l'aîné, de sorte que beaucoup de jeunes abandonnent très tôt les ton. Par ailleurs l'exode rural des jeunes consécutif à la domination de plus en plus grande du mode de

production capitaliste sur nos campagnes, prive les ton des forces productives réelles; si bien qu'ils tendent à être composés uniquement d'enfants..."²⁰.

Le chercheur doit faire preuve de beaucoup de prudence, mais surtout d'autant de réserve qu'il engage idéologiquement et politiquement son analyse. La fausseté à ses yeux de l'option d'un régime ne doit pas signifier pour lui que ce régime est incapable de rien réussir. La réussite évidente de la politique des "A.V." (pour Mali-Sud précisons-le bien) est d'autant plus troublante qu'elle convainc les paysans de la grande sollicitude du régime pour leur cause, alors qu'en réalité, ce qui leur apparaît là comme des indices de progrès ne sont que des miettes qu'on daigne bien leur concéder afin de les encourager à produire pour mieux les extorquer.

Mais ce résultat étant tout de même tangible pour le paysan, on peut bien se demander en quoi les "A.V.", pratique traditionnelle "vivifiée" par les pouvoirs d'état, peuvent constituer pour ceux-ci un contre-pouvoir. Ce ne sera pas la première fois qu'un régime aura donné à ceux qu'il exploite les moyens de leur libération. Or, la soumission du monde rural est évidemment due à une impuissance qui le maintient dans des liens de dépendance humiliants par rapport aux pouvoirs d'état. La dépendance la plus insupportable est la dépendance alimentaire. Pendant ces dernières années, la sécheresse n'a pas épargné les paysans de Mali-Sud. La grande innovation, c'est qu'ils n'ont pas compté un moment sur l'aide gouvernementale. La plupart des "A.V." avisées ont constitué des stocks, permettant aux plus démunis d'y avoir recours aux périodes les plus critiques et à des conditions d'achat ou de crédit extrêmement avantageuses²¹.

Ce que nous disons pour le Mali-Sud est également vrai à des échelles variables pour certaines sociétés rurales de l'Opération riz de Ségou, Mopti et Sikasso. Le contre-pouvoir que constitue cette autonomie économique naissante se situe aussi au niveau psychologique.

2./ Le contre-pouvoir psychologique

C'est sans doute à ce niveau que l'on peut percevoir la mutation la plus essentielle de la société rurale malienne. Pour apprécier à sa juste mesure la profondeur de cette révolution de la conscience paysanne, il est important d'avoir en mémoire le passé politique du Mali depuis l'ancien empire de Soundiata Keita au 13^{ème} siècle jusqu'à nos jours²². En effet, depuis plus de 700 ans, la conscience d'une unité nationale

réelle a été forgée et maintenue par toute une série de conquérants (Soundiata Keita, Kankou Moussa, Biton Mamary Coulobaly, Babemba Traoré, etc.) dont l'image continue de fasciner les Maliens grâce surtout à une littérature mythique et généalogique fortement conservée et constamment enrichie par la puissante caste des griots et, il n'y a pas encore longtemps, des chefs fétichistes²³. Il s'ensuit que le féodalisme comme mode de pouvoir et de production n'est pas seul responsable de la personnalisation de l'essence de l'Etat. Au Mali, le chef politique n'est pas seulement d'essence divine comme dans les vieilles monarchies d'Europe, il est aussi d'essence cosmique. Parce qu'il a pu accéder au pouvoir, il est parvenu à réaliser par et dans sa personne l'équilibre exceptionnel et dangereux de la nature entière. S'opposer au monarque, c'est menacer cet équilibre et, par voie de conséquence mettre en péril la vie de la communauté entière.

Or, la réalité de ce discours savant, c'est qu'au Mali comme dans beaucoup d'autres états africains, le féodalisme se caractérise de façon globale par une brutalité inimaginable du souverain et de son administration vis-à-vis du monde paysan. La cruauté des méthodes de gouvernement du peuple a causé un traumatisme d'autant plus profond dans les sociétés rurales que malheureusement ces méthodes se sont appliquées 700 ans durant sur les mêmes classes sociales.

Il est honteux pour le nationaliste que nous sommes d'entendre les paysans dire que la seule période de paix et de justice que le Noir ait connue fut la période coloniale. Ce n'est absolument pas un hasard si Modibo Kéita s'est complaisamment laissé installer par la caste griotique comme descendant direct de Soundiata Kéita, Moussa Traoré de Tilamaghan Traoré; ailleurs Sékou Touré comme petit-fils de Samory Touré. Le résultat, c'est que du point de vue de la démocratisation du pouvoir, nul ne songerait aujourd'hui à nier que l'accession du Mali à l'indépendance a été une sérieuse régression par rapport par exemple aux années 1956-57 période au cours de laquelle le Mali comptait au moins une vingtaine de partis politiques.

Ainsi le chef et son administration gouvernent comme dans le passé à l'image des Mausa du Mali. Après la chute de Modibo Kéita et de sa milice, le régime militaire, qui veut bénéficier de la même, aura été pris de cours par les événements. La chute du prestige du chef et de ses hommes de main est vertigineux d'autant plus que le régime militaire est incapable de payer ses fonctionnaires pendant plusieurs mois. Ces derniers, gardes républicains, infirmiers, enseignants, voire chefs d'Arrondissement et Commandants de cercles sont abandonnés à eux mêmes sous la risée des paysans qui déconsidèrent leurs pratiques

d'escroquerie pour survivre.

La preuve est donc faite que le contre-pouvoir le plus significatif de ces vingt six ans d'indépendance est la conquête progressive d'une autonomie de pensée et de jugement qui cède à la terreur permanente du pouvoir et de ses hommes. L'incapacité chronique de l'Etat à dénouer les crises inhérentes à son propre fonctionnement à laquelle s'ajoutent la crise mondiale et la crise de confiance des populations ont accéléré la chute de tous les mythes qui, dans le passé, fondent son autorité.

Cette révolution des consciences dans les sociétés rurales du Mali a donné naissance à un autre contre-pouvoir dans le domaine politique.

3./ Le contre-pouvoir politique

Comme pratiquement dans tous les pays africains, l'accession à l'indépendance avait fait naître un immense espoir au sein des masses. La personnalité même du Président Modibo Kéita, le charisme certain dont il jouissait sur la scène internationale avaient poussé les Maliens à s'investir réellement dans la politique socialiste du régime avant que celui-ci, trop impatient ne songe à rompre avec la pratique de la consultation des masses. Lorsqu'aux premières heures d'indépendance, il s'avéra que tout était à bâtir, les campagnes maliennes se transformèrent avec enthousiasme en d'immenses chantiers d'investissements publics; et entre 1960 et 1964, des routes furent créées; des bâtiments publics construits. En 1965, les populations cōtiserent massivement afin d'installer, avec l'aide de la Chine, l'un des plus puissants postes émetteurs du continent africain.

En 1968, le coup d'état militaire fit renaître des espoirs déçus. Les Maliens redirent leur confiance à la nouvelle équipe et ovationnèrent pour la seconde fois le Président Moussa Traoré comme un héros lorsque, le 28 Février 1978, il procéda à l'arrestation de trois officiers importants (Kissima Dounkara, Karim Dembéle, Tiékoro Bagayogo) accusés de s'opposer à l'ouverture démocratique du régime²⁴.

Pourtant, l'UDPM, parti politique mis en place par le régime militaire depuis Mars 1979 n'a jamais fait mystère de son échec en matière de mobilisation et de son inaptitude congénitale à trouver des solutions aux nombreux problèmes posés à l'état malien. Certes, l'ensemble des 6 millions de paysans maliens sont, par la volonté des autorités membres du parti. Mais l'indifférence totale des paysans vis-à-vis des mots d'ordre inlassablement ressasés indique à quel point ils ne se sentent nullement concernés. Or, dans la mesure où le parti est

l'organe politique fondamental des structures officielles, la mise en échec de celui-ci par la paysannerie montre aux autorités que l'arme la plus redoutable de celle-ci n'est peut-être pas la révolution violente, mais l'indifférence paralysante qu'elle a cultivée avec maestria au cours de sa très longue expérience d'exploitée.

Pour conclure cette partie, il faut donc redire la grande difficulté scientifique d'étudier le monde rural. Ici, l'effort d'imagination et la prudence le cèdent aux discours classiques bien bâtis sur d'autres groupes socio-professionnels. Ainsi, au Mali, la réalité paysanne diffère désormais en fonction de critères non plus seulement ethniques, c'est-à-dire culturels, mais plus fondamentalement en fonction des zones de production, encadrées par les ODR. S'il est vrai que d'un point de vue global la misère paysanne est grande il existe çà et là des îlots de mieux-être. Dans les années à venir, la contradiction sera voyante entre des paysans possédants et des paysans démunis; c'est-à-dire entre une bourgeoisie paysanne et des ouvriers agricoles en voie de prolétarianisation de plus en plus rapide.

Cependant, quelle que soit la situation du paysan en République du Mali, il secrète aujourd'hui des contre-pouvoirs; soit par dépit, soit par un processus d'autonomisation progressive. Dans les deux cas, le paysan s'occupe de ses affaires, convaincu que l'état malien ne peut rien lui apporter.

III. L'intelligentsia Malienne entre Crise Economique et Crise Politique

Dans la première mouture de ce document, nous avons opposé la ville à la campagne malienne dans la recherche de solutions alternatives à l'état de crise. Après réflexion, nous lui préférons l'angle d'analyse actuelle. Nous nous en expliquons.

D'abord, en l'état actuel de la caractérisation de la ville malienne, il n'est pas sûr qu'elle puisse être opposée à la campagne avec des critères vraiment pertinents. En effet, les villes maliennes comptabilisées comme telles dès le seuil de 5.000 habitants sont plus des villes agricoles que des villes modernes.

Ensuite, le taux d'urbanisation du Mali laisse apparaître que le développement vertigineux des grandes villes maliennes en si peu de temps relève d'un exode rural qui ne change pas fondamentalement les caractéristiques économiques et culturelles de celles-ci. Le taux d'urbanisation du Mali a grimpé de 388% en 19 ans! Or, en 1979,

alors que le total des personnes urbanisées s'élevait à 1.054.502 personnes, seuls 200.000 résidants urbains disposaient d'une activité apte à assurer leur subsistance. Il y a donc eu une explosion démographique en disproportion de la capacité d'accueil des villes. La ville s'est ruralisée pour ainsi dire puisque, des emplois n'ayant pas été créés, sa structure professionnelle n'a pas varié.

Enfin, lorsque nous avons confronté notre travail à ceux de nos collègues chercheurs des autres pays africains invités à la conférence du CODESRIA, l'unanimité a été faite qu'au fond, les villes africaines dans cette situation de crise avaient pratiquement des comportements identiques (chômage, violences et escroqueries diverses dans le groupe masculin; abandons de foyers, commerce, tontines d'entraide et prostitution dans le groupe féminin).

Les villes maliennes ont donc certes leur originalité, mais en définitive, celle-ci n'est pas assez illustrative de notre propos. Celui-ci s'intéresse en effet à des groupes de consciences qui réfléchiraient non seulement l'état de la crise économique mondiale, mais bien plus profondément celui de la crise structurelle de l'état malien. Or, même si en des occasions exceptionnelles, le sort des citadins leur apparaît comme lié, ce n'est pas présentement le cas; car le moins que l'on puisse dire, c'est que les villes ne peuvent être constituées que de groupes de consciences différents dont les intérêts sont évidemment opposés. Le concept de villes au plan sociologique est donc plus une abstraction qu'autre chose.

L'intérêt de l'intitulé ci-dessus c'est d'indiquer clairement un groupe de personnes dont le sort est lié bien plus par une éducation commune que par un statut juridique et administratif. Le terme intelligentsia n'est peut-être finalement pas heureux, puisque le Larousse le définit comme étant "la classe des intellectuels", alors même que la définition de l'intellectuel pose problème.

Nous prendrons le concept d'intelligentsia au sens le plus fermé. Il s'agira pour nous de tenter de déterminer la position des producteurs d'idées face à la situation actuelle. C'est donc par l'intermédiaire de cette élite que nous atteindrons le grand nombre des salariés et fonctionnaires qui participent à ce débat d'idées en tant qu'auditoire actif ou désintéressé de ce que nous appelons l'intelligentsia. La perception que celle-ci a de la crise actuelle est largement motivée par le passé politique dont elle peut se prévaloir sous le régime socialiste.

1./ La situation de l'intelligentsia malienne sous le régime socialiste

L'option politique et idéologique du régime socialiste de Modibo Kéita a été pensée et constamment fécondée par la première génération d'intellectuels issus des écoles coloniales françaises. L'engouement puissant pour le socialisme s'explique par un nationalisme ardent qui avait hâte d'en finir avec le souvenir humiliant de la colonisation sur cette terre qui, depuis le 13^{ème} siècle, avait toujours cultivé un impérialisme guerrier en direction des pays voisins. Le rêve d'une Fédération de tous les états de l'ancienne A.O.F.; puis plus modestement d'une Fédération avec l'état du Sénégal en 1959 cache mal cette volonté des Intellectuels maliens de répéter l'Histoire.

Après l'éclatement de la Fédération du Mali à la grande déception des dirigeants maliens (et au grand soulagement des Sénégalais), les huit années que va durer le régime socialiste seront un dialogue constant entre les intellectuels et Modibo Kéita. Ce duel d'idées a souvent été violent mais les ruptures entre le pouvoir et ses interlocuteurs n'ont jamais été que des occasions nouvelles pour resceller un mariage où chaque partenaire était condamné à la vie commune. Chacun sait qu'un intellectuel ne se sent vivre que par ce pour quoi il a été formé: la confrontation incessante de schémas opératoires dont l'issue lui semble déterminer le destin des communautés et du monde.

De ce point de vue, la situation économique modeste du Mali lui semblait être un défi constant lancé à son imagination et à sa capacité d'innovation. De sorte que les problèmes matériels et financiers difficiles qui régissaient la condition de l'intelligentsia malienne passaient pour secondaires à côté de la bataille idéologique et politique qu'elle s'était elle-même déclarée.

La situation va changer du tout au tout avec la prise du pouvoir par les militaires.

2./ L'intelligentsia malienne face à la crise économique

Quelques jours seulement après le coup d'état aussitôt dénoncé par les étudiants de l'Ecole Normale Supérieure, le Président Moussa Traoré pour calmer et rassurer les intellectuels convoquait une conférence des cadres afin de poser les jalons d'une Charte possible. La réflexion d'un enseignant au cours de cette conférence résume à la perfection l'état d'esprit de l'intelligentsia face au nouveau pouvoir. En affirmant devant le Chef de l'Etat que "Laisser les militaires diriger un Etat, c'est

investir un menuisier de la responsabilité d'opérer un malade²⁵, cet enseignant traduisait tout le scepticisme des intellectuels dans la capacité des militaires à "faire de la politique".

Malgré la campagne d'explication menée par les militaires auprès des lycéens et des étudiants, ceux-ci se mettent en grève en Avril 1969, suivis par leurs camarades en France qui, en Juillet et Décembre de la même année y occupent l'ambassade du Mali pour contester le régime militaire. L'U.N.T.M. (Union Nationale des Travailleurs du Mali) restée farouchement attachée au socialisme est dissoute en Octobre 1969. La grève générale de Février 1971 déclenchée conjointement par les enseignants et les étudiants fait déborder le vase. La dureté de la répression tient à la profonde humiliation infligée aux intellectuels. Les chefs du mouvement sont envoyés dans des "camps de redressement" et contraints, après des conditions éprouvantes de détention, de chanter l'hymne militaire à la radiodiffusion nationale. A partir de cet incident, la rupture est définitivement consommée entre militaires et intellectuels²⁶.

Entre-temps, la sécheresse s'est installée. Entre 1970 et 1974: "On estime à environ 100.000 les personnes qui ont trouvé la mort par sous-alimentation dans les six régions du Mali. Dans certains campements du nord du pays, plus de 50% du cheptel a disparu par suite du manque d'eau et de fourrage"²⁷. D'autre part, "En 1978, le commerce extérieur a accusé un déficit de plus de 50 milliards de francs maliens, et le taux de couverture des importations (93 milliards) par les exportations (42 milliards) a été inférieur à 50%. "Cette situation est la conséquence de la crise pétrolière et de la hausse générale des prix qui en résulte, de l'accroissement des importations de céréales et de denrées alimentaires consécutives aux séquelles de la sécheresse, de l'augmentation des importations de biens d'équipement nécessaires à la construction du barrage de Selingué, de la baisse des prix du coton sur le marché mondial et de la diminution des tonnages exportés d'arachides et de coton"²⁸.

Ne comptant que sur le revenu paysan et les aides extérieures pour corriger une situation aussi catastrophique, le régime militaire ne peut que s'engager dans une fuite en avant qui débouche en 1979-80 sur son incapacité désormais structurelle à payer les salaires à temps échu à plus de 40,000 fonctionnaires. La période tombe d'autant plus mal qu'elle coïncide avec la mise en place, en Mars 1979, du nouveau parti unique: l'U.D.P.M. L'histoire des relations de celui-ci avec l'intelligentsia malienne passe par trois phases:

(a) *La phase du défi*: Ce n'est pas un hasard si en 1979, l'U.D.P.M. naît avec le mot d'ordre suivant: "L'homme qu'il faut à la place qu'il faut". On ajoute volontiers que les diplômés ne sont pas une référence suffisante pour militer dans le nouveau parti et que celui-ci cherche ses hommes dans le peuple même et ceux qui en sont proches par l'expérience et les idées. En fait, l'U.D.P.M. est née sur des braises incandescentes car non seulement la rancœur des humiliations est encore vivace dans le cœur des intellectuels, mais comme dans un dernier sursaut de désespoir, les étudiants ont une fois de plus tenté de renier les militaires en 1979-80. Réponse immédiate: la fermeture des établissements scolaires et la suspension des bourses pendant plus d'un an.

Les militaires croient pouvoir appuyer le parti sur l'intelligentsia moyenne: enseignants et infirmiers "de brousse" et sur quelques "paysans pilotes" aidés des commerçants. C'est à la limite si, pour militer dans le parti, on n'exige pas un diplôme inférieur au baccalauréat.

Les intellectuels prennent la mesure pour ce qu'elle est: un défi et s'abstiennent de toute prise de position d'autant que la restriction brutale du niveau de vie leur apparaît comme une préméditation du pouvoir pour les obliger à composer.

(b) *La phase de la contrainte*: En Mars 1981, Moussa Traoré, devant l'incapacité du parti à mobiliser les intellectuels, convoque un congrès dit de "clarification". Le constat le plus sévère, c'est que les dirigeants du parti ne sont pas représentatifs des différentes composantes du peuple malien et qu'il reste exsangue de l'absence en son sein des "forces vives de la Nation". Apparaît alors la célèbre phrase de "To be or not to be". Les cadres du parti considèrent en effet qu'il est aberrant de nommer aux postes importants de l'Administration des intellectuels froids et même hostiles à l'U.D.P.M. Autrement dit, ou on milite, auquel cas on peut s'attendre aux faveurs du régime; ou on ne milite pas, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur la carrière professionnelle et administrative. Or, "Il semble que depuis, le fossé se soit agrandi entre le peuple et ses dirigeants dès lors que ces derniers pour le contraindre à adhérer au parti unique ont eu recours à des méthodes détestables relevant de la répression morale et administrative: ainsi, à l'heure actuelle, un honnête citoyen ne peut prétendre acheter un terrain d'habitation ou même, en certains cas, des vivres pour nourrir sa famille s'il ne possède pas "sa" carte du parti. De même ne peut-il songer à un poste de responsabilité dans l'administration quand il n'a pas apporté la preuve de son engagement et de sa loyauté envers le

parti"²⁹.

On comprend donc que, malgré le congrès de la "clarification et de la dynamisation de 1981"; celui de la "redynamisation" de 1982; du "renouveau" de 1983, Moussa Traoré ait avoué au congrès du 31 Mars 1986: "De sérieuses insuffisances ont été décelées dans la dynamique interne du parti, dans ses capacités de mobilisation et de sensibilisation aux objectifs du parti, dans son aptitude à identifier et à prendre en charge les aspirations de l'ensemble des forces vives de la nation"³⁰. Aussi en a-t-il profité pour lancer une sorte de baroud d'honneur dans l'idée d'élaboration d'une "charte d'orientation nationale".

(c) *L'appel aux intellectuels*: En réalité, le régime militaire a toujours su où achoppait son différend avec l'intelligentsia: son refus désespéré de faire appel aux ressources de celle-ci, mais surtout son incapacité chronique à moraliser la vie publique. Rappelons simplement qu'un Professeur d'enseignement supérieur ou un médecin touche 50.000 franc CFA par mois; l'un des salaires les plus bas du Continent africain. Ajoutons que ce revenu de misère n'est perçu qu'un mois sur trois et on comprendra toute la rancoeur de l'intelligentsia à voir les dignitaires du régime accumuler des villas mirifiques, des voitures à gros cylindres et des maîtresses.

D'où, répétons-le, "la crise économique mondiale" paraît ici, aux yeux des intellectuels occultée par la crise plus réelle et profonde de la gestion de la société malienne. Lorsque Moussa Traoré, décidément sincère, affirme en Mars 1986 que l'administration "souffre de nombreuses plaies telles que la corruption, le népotisme, l'absentéisme; des maux qui engendrent la défiance des populations à son égard et qui la rendent incapable d'assumer correctement les tâches qui lui sont assignées"³¹, il ne va pas au bout de sa pensée. Ce qu'il a avoué en une occasion plus intime: "Les Maliens font semblant de travailler, et moi, je fais semblant de les payer" serait plus proche de la réalité si la réflexion était inversée. En effet, il est bien connu qu'un pays qui refuse de payer son administration légalise ainsi tous les maux que le Général Traoré dénonce.

Par décision n° 19/UDPM en date du 16 Mai 1986 cependant, le Chef de l'Etat a mis en place une commission chargée de l'élaboration de la charte d'orientation nationale et de conduite de la vie publique. Pas moins de 42 experts pluri-disciplinaires ont pour tâche de bâtir un document au "contenu quasi-encyclopédique" sur les réalités maliennes afin que par référence au plus large esprit démocratique possible que celui-ci insufflera à l'UDPM, tous les Maliens sans exclusive aucune se

réconcilient enfin au sein du parti. Notamment, ce que celui-ci recherche à présent avec ardeur, ce sont "des hommes neufs qui allient la compétence à l'intégrité intellectuelle, morale"³².

Pour prouver enfin sa bonne foi ainsi que sa détermination de changements profonds, outre d'innombrables remaniements ministériels, le régime a annoncé une vaste campagne anti- corruption et de moralisation de la vie publique. Les intellectuels se souviennent cependant de la commission d'enquête de 1978; des lois 39 AN-RM et 40 AN-RM de 1982 contre l'enrichissement illicite et la corruption qui n'ont jamais abouti à quoi que ce soit de concret.

Par ailleurs, tout le problème est plutôt de savoir si, en même temps que cette campagne verbale de charme, quelque chose de concret a été faite ou même est projetée pour améliorer la situation morale et matérielle de l'intelligentsia; bref, s'il existe un motif nouveau pour que celle-ci fasse soudain preuve de sollicitude pour un régime auquel elle n'a jamais pardonné d'avoir déçu le rêve d'un Mali que le Président Modibo Kéita "ambitionnait de hisser (...) au rang de grande puissance inter- africaine"³³.

Les mesures actuelles indiquent plutôt le contraire. Les pressions des institutions financières internationales et l'interventionnisme américain semblent aujourd'hui avoir provoqué un seuil de saturation qui impose la lutte organisée comme seul moyen d'en finir. En effet, l'avalanche des diktats de l'extérieur apparaît comme une sorte de défi qu'un certain monde extérieur acoquiné au régime de Bamako lance à la capacité des Maliens de réagir. Rappelons rapidement quelques-unes de ces mesures:

- Septembre 1983: la pression du FMI pousse au concours d'entrée à la Fonction Publique. Du jour au lendemain, des milliers de jeunes diplômés se retrouvent en chômage; réduits à exercer des métiers dérisoires comme plantons, gardiens, laveurs de voitures, etc... pour survivre et aider leurs parents consternés.

- Octobre 1984: le concours d'entrée à la Fonction Publique n'a pas suffi. Les rares lauréats au concours devront subir une formation militaire de six mois (théoriquement, car pratiquement les premières promotions ont totalisé deux ans!) suivie de dix huit mois de service national retribus à 5.000 francs CFA/mois.

- Août 1984: le retour du Mali au sein de l'U.M.O.A. oblige à la division du salaire déjà misérable par deux. Le coût de la

vie augmente au contraire avec la plus grande accessibilité aux marchés des pays limitrophes.

- 17 Septembre 1985: à la suite de la visite au Mali en Mars 1985 du Vice-Président américain, Mr. Georges Bush, un programme économique est signé entre l'USAID et le Gouvernement malien comportant un volet d'incitation au "départ volontaire" des fonctionnaires de la fonction publique. Le programme prévoit un départ de 600 agents en deux ans, mais l'objectif final est de dégraisser la fonction publique de 1.250 "départs volontaires" vers le secteur privé. Pendant ce temps, aux 357 licenciés de la SOMIEX en 1983 viennent s'ajouter 150 autres.

Parce que toutes ces mesures sont perçues par l'intelligentsia comme une tentative du régime de se débarrasser d'elle comme d'une plaie qui gangrène le corps social, la lutte politique, abandonnée depuis les événements de 1971 et 1979-80 semble de plus en plus être la seule solution pour s'en sortir.

3./ L'intelligentsia et la lutte politique

La crise structurelle des indépendances ajoutée à la crise économique mondiale ont donné peu d'exemples d'échec comparables à celui du Mali. Pour exprimer de telles situations, les Maliens ont coutume d'employer une expression qui aujourd'hui traduit toute la réalité de la leur: "choir du faite du rônier au fonds du puits". Malgré tout, il existe peu de pays africains qui semblent autant résignés devant leur sort. On peut même affirmer qu'à situation égale, le Mali est pratiquement le seul pays africain qui ne dispose pas d'opposition politique organisée et connue. A juger donc de l'apparence, les Maliens mériteraient bien leur sort.

Les analyses ci-dessus que nous venons pourtant de faire, autant en ce qui concerne le monde paysan que celui de l'intelligentsia prouvent le contraire. Non seulement les Maliens se battent mais l'arme qu'ils ont privilégiée, toutes classes sociales confondues, a atteint sa cible: le parti au pouvoir (selon l'expression d'un journaliste de Sanfin) reste "une coquille désespérément vide".

Le boycottage d'un régime n'est cependant pas, en Afrique en tout cas, le meilleur moyen de se débarrasser de celui-ci. Il est donc légitime de se demander si cette sorte de politique de l'usure n'est pas précisément à l'origine de l'exceptionnelle longévité du régime de Bamako. On peut remarquer cependant que partout en Afrique, la crise économique mondiale et la gestion des affaires publiques offrent

aujourd'hui le spectacle de populations radicalement prises à la gorge et que c'est pourtant en ces temps de désarroi et d'incertitude que les soulèvements populaires sont les plus rares. On apprécie ainsi la profondeur de la réflexion du Pr. Ali El Kenz d'Algérie à propos de ce constat apparemment curieux: "On ne se révolte pas n'importe quand et n'importe comment". Il serait plus sage de faire appel aux spécialistes de la psychologie sociale pour expliquer le phénomène de la stabilité sociale au moment des crises les plus profondes (ceci évidemment en fonction de l'identité des différentes communautés nationales).

Nous pouvons quant à nous constater que certaines formes de répression (pas toujours violentes au sens spectaculaire du terme) peuvent créer chez certains peuples des traumatismes durables. Nous ne savons pas s'il n'en est pas ainsi de la volonté de puissance brutalement déçue des Maliens par la faute d'un régime qui a reprimé sévèrement (et qui continue de le faire bien entendu) de 1969 à 1979 "les forces vives de la nation" qu'il appelle de tous ses vœux à présent.

Le traumatisme tendrait cependant à s'estomper. La légendaire impossibilité des Maliens à s'entendre sur aucune entreprise tendrait à être démentie par les faits. Les noms de partis politiques d'opposition dotés de leurs revues s'imposent de plus en plus dans l'opinion malienne. Citons le P.M.T. (Parti Malien du Travail), l'U.C.M. (Union des Communistes Maliens), le F.D.P.M. (Front Démocratique des Patriotes Maliens); des organisations de masse comme l'UNEEM (Union Nationale des Elèves et Etudiants Maliens) dont les cellules régionales recommencent à s'organiser; le C.D.L.D.M. (Comité de Défense des Libertés Démocratiques au Mali). Des revues comme JE et SANFIN sont de plus en plus diffusées.

Conclusion

"Les effets sociaux de la crise économique sur les pays africains" (thème général proposé par le CODESRIA) nous aura permis de régler notre compte avec un certain universalisme économique ("la crise mondiale") qui, pour être importante, n'est pas scientifiquement pertinente dans l'explication des difficultés rencontrées aujourd'hui par les pays africains. Ce qui ne veut pas dire que nous rejetons le principe de l'extraversion de l'économie africaine. Mais c'est le fait même de la dépendance qui est ici en cause, dans la mesure où celle-ci semble désormais incontournable. Or, qu'il s'agisse de maintenant ou, d'ici une quinzaine d'années de l'an 2.000, il faut préciser que la sensibilité aux mouvements de dépression économique et sociale est conditionnée par un état antérieur de fragilité structurelle. Et plus les remanences de cette

fragilité sont profondes, plus vite adviennent les crises, plus longtemps elles perdurent.

Partout dans nos pays, l'héritage de la colonisation était déjà assez lourd pour que ne vînt pas s'y greffer notre propre inaptitude à gérer le peu qui nous restait. C'est pourquoi la crise économique mondiale ne peut, en toute bonne foi, n'être qu'un prétexte à juger de nos capacités intrinsèques à nous gérer nous-mêmes. Ainsi, on oublie trop souvent que cette crise mondiale, véritable exutoire, n'a pas la même ampleur sur toutes les économies en développement du monde. Dans nombre de pays asiatiques, son incidence a été pratiquement nulle.

Depuis maintenant une quinzaine d'années, les pays sous-développés d'Afrique ne sont plus que des pays en réalité assistés. Or, comme le dit Florence Vidal: "De quelque façon qu'on l'examine, la condition d'assisté ne peut être, on le sait, que psychologiquement inauthentique et impure. Pour en sortir, un seul moyen: la sévère, drastique et douloureuse prise de conscience. Savoir enfin qui on est et comment on est devenu ce que l'on est..."³⁴

Notes

* Chercheur - IFAN, Cheikh Anta Diop, B.P. 206, Dakar/Sénégal.

1. P. Jacquemot: Le Mali, le paysan et l'état, Paris, l'Harmattan 1981, p. 9.

2. Y. G. Kébé: *op. cit.*, p. 99.

3. Les renseignements ci-dessous sont tirés des Marchés tropicaux et méditerranéens; n° spécial 1780 du 21 Décembre 1979.

4. 100FM étaient égaux à 1FF jusqu'au changement de monnaie en Août 1984 où le Mali adoptait le franc CFA qu'il avait abandonné en 1962.

5. P. Jacquemot; *idem*, p. 15.

6. Il est d'ailleurs significatif qu'aujourd'hui, l'Office du Niger ne compte que 35.400 ha de surfaces irriguées!

7. Au nombre de ces calamités naturelles, il faut citer celles de 1908 et 1931, (causées par les criquets et la sécheresse) qui eurent des conséquences graves.

8. Y. G. Kébé: *idem* p. 34 souligné par nous P.B.C.

9. B. Yattabari: "Notes sur la commercialisation des céréales 85/86". Sanfin n° 22/23 Avril-Mai 1986, pp. 12-13.
10. Y. G. Kébé: *idem*, p. 58.
11. Y. G. Kébé: *idem*, p.64.
12. B. Yattabari: "La chute des cours du coton". *op. cit.*, p. 12.
13. B. Yattabari: *ibidem*.
14. Cf. Sanfin: *ibidem*.
15. Sur cette question, les études menées au Sénégal sont fort nombreuses. On peut citer A. B. Diop à qui nous empruntons cette expression (La société wolof, Tradition et changement - Les systèmes d'inégalité et de domination - Paris, Karthala - 1981, 355p.) mais aussi la revue "Politique africaine" qui a consacré un numéro spécial au problème.
16. Kary Dembélé: Sociologie des paysans maliens. Paris-Nanterre, thèse de 3e cycle.
17. Y. G. Kébé: *idem*, p. 70.
18. Y. G. Kébé: *idem*, p.96.
19. P. Jacquemot: *idem*, p. 18.
20. Kary Dembélé: *idem*, p. 128.
21. Pour être plus complet à ce propos, nous devons dire que le Secours Catholique a été d'un très grand appoint pour les paysans aux périodes les plus dures. Quarante des villages où nous avons enquêté (pour d'autres raisons) en Janvier 1985 ont avoué avoir été ainsi secourus à plusieurs reprises entre 1983 et 1985.
22. Se référer à P. B. Coulobaly: Le Mali: autopsie d'une conscience féodalo-républicaine. Ronéo, 30p.
23. Les références étant très nombreuses à ce propos, nous indiquons seulement quelques chercheurs de l'Ethonologie française: G. Dieterlen, M. Griaule, D. Zahan, G. Calame-Griaule qui ont révélé au monde l'extrême densité de la littérature mythique des Dogon et des Bambara.
24. Pour de plus amples renseignements sur tous ces points, se reporter à: Ph. Decraenne: Le Mali, Paris, PUF, 1980, 127p.

25. Nous citons de mémoire.

26. Ce qui ne veut pas dire que dès lors, l'intelligentsia baisse les bras. Il suffit de rappeler l'affaire des tracts lancés en Juin 1974 contre la nouvelle Constitution; le soulèvement estudiantin de 1979-80 pour s'en convaincre. Mais depuis 1971, le régime militaire s'est radicalisé à tel point que les contestations à son endroit deviennent de plus en plus suicidaires.

27. PH. Decraenne: *op. cit.*, p. 84.

28. PH. Decraenne: *idem.* p. 103.

29. S. Haidara: "Où va Moussa Traoré?" Africa, No.186 Août-Septembre, 1986, pp. 25-27.

30. Sigite Maason: "Les grandes manoeuvres d'une autocratie en péril", Sanfin, No. 22-23, Avril-Mai 1986, pp. 8-9.

31. Sigite Maason: *idem.* p.9

32. S. Haidara: *idem.* p. 27.

33. PH. Decraenne: *idem.* p. 122.

34. F. Vidal: Les sociétés insatisfaites. Paris, Mame, 1974, p.156 (c'est nous P.B.C. qui soulignons).

Bibliographie

Brasseur G. (1974) Le Mali, Paris, la Documentation française. "Notes et Etudes Documentaires". No.4081, 4082 et 4083, 116p.

Brasseur P. (1976) Bibliographie générale du Mali (1961- 1970) Dakar, NEA, 284p.

Cissé M.C.; Dembélé K.; Kébé Y.G.; Traoré M.N. (1981) Le Mali, le paysan et l'Etat, Paris, L'Harmattan, 194p. (textes réunis et présentés par P. Jacquemot).

Decraenne P.H. (1980) Le Mali, Paris, PUF, 127p.

Dieterlen G. (1951) Essai sur la religion bambara, Paris, PUF, 240p.

Diop A.B. (1981) La société sénégalaise. Tradition et changement. Les systèmes d'inégalité et de domination. Paris, 1981, 355p.

Diop M. (1971) Histoire des classes sociales dans l'Afrique de l'Ouest: 1, Le Mali, Paris, Paspéro, (textes à l'appui).

Dumont R. (1973) l'Afrique noire est mal partie. Paris, Seuil, 254p.

- Griaule M. (1975) Dieu d'eau. Paris, Fayard, 209p.
- Haidara S. (1986) "Où va Moussa Traoré?" Africa, No. 186, Août-Sept. 86, pp. 25-27.
- Kéita M. (1965) Discours et interventions, Bamako, EDIM.
- Mali (1979) Marchés tropicaux et méditerranéens. No. spécial 1780 du 21 Décembre 79.
- Notre Libraire (1984) Littérature malienne. No. 75-76. Juil.-Oct. 84, 251p.
- Sigite Maason (1986) "Les grandes manoeuvres d'une autocratie en péril". Sanfin, No. 22-23 Avril-Mai 86, pp. 8-9.
- Vidal F. (1974) Les sociétés insatisfaites. Paris, Mame, 196p.
- Yatabari B. (1986) "Notes sur la commercialisation des céréales 85/86" Sanfin, N° 22-23, Avril-Mai 86, pp. 13-12.
- (1986) "La chute des cours du coton". Sanfin, N°22-23 Avril-Mai 86, pp. 12.
- Zahan D. (1960) Sociétés d'initiation, Le Ndomo, le Koré. Paris, Mouton, 440p.

SUMMARY

The concept of world crisis, born out of the skyrocketing oil prices since 1972/73 and the economic recession which emerged in its wake has both an economic and an ideological dimension. As an economic crisis it has found expression on the African continent in an overall challenge to national development policies. However it has reached an extent which is disproportionate with explanations given that African societies are affected in a seemingly deadly and natural fashion by their inability to undertake any structural development. From an ideological point of view, the world crisis appears therefore as a cover-up of the major errors pre-dating the current crisis.

Through the doings of non-African systems, the concept itself has turned out to be more disturbing than the actual fact. Indeed the very idea of using economic facts to define social groups does not quite conceal the wish and the ability of national communities who are transcending the crisis that it is to say that they are adjusting, changing and/or counteracting the crisis.

In this regard the example of the Republic of Mali is very illustrative. To be sure, Mali, an almost exclusively agricultural country which has been classified in the 1980 Report on World Development as one of the six poorest "low income countries" has made

drastic structural changes. Although these changes are in the interest of the State, it is the peasantry which shoulders all the heavy burden of public expenditures. In spite of all this, however, the rural world adjusted itself and changed (through the construction of psychological and political counter powers) to the extent that it now enjoys some sort of autonomy (such as creation village associations) in a number of areas, thus demystifying the very basis of the state.

As for the intelligentsia, its relationship with the military regime which, from the outset have been conflictual are presently exasperated as a result of its precarious economic plight, in addition to the conviction that no dialogue can be established with the authorities be it morally ethically or ideologically. These conflicts include student demonstrations, occupation of embassies abroad, general strike by teacher etc.